

Niger

Etude Diagnostique sur l'Intégration Commerciale du Cadre Intégré pour l'Assistance Technique Liée au Commerce

Mission Préparatoire du 11 au 15 septembre, 2006 Aide-Mémoire

1. Une mission de la Banque mondiale a séjourné à Niamey du 11 au 15 septembre, 2006. Elle avait pour principal objectif de planifier une étude diagnostique pour l'intégration commerciale (EDIC) pour le Niger, en particulier (i) de clarifier le but de cette étude auprès des autorités, (ii) d'identifier les thèmes prioritaires, (iii) d'élaborer le processus pour réaliser l'étude, et (iv) de se coordonner avec les principaux partenaires de développement.
2. La mission était composée de Philip English (coordonnateur pour le commerce international pour l'Afrique de l'Ouest à la Banque mondiale) et Gérard Gagnon (consultant principal). Elle a travaillé en étroite collaboration avec le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé (MCIDSP). La mission tient à remercier les autorités nigériennes pour leur appui, et notamment la Directrice du Commerce Extérieur pour l'assistance qu'elle a fournie pour la préparation et le bon déroulement de la mission.
3. Il est important de rappeler que le Gouvernement du Niger, à travers le MCIDSP, s'est adressé au programme du Cadre Intégré pour l'Assistance Technique Liée au Commerce afin de bénéficier de ce programme multilatéral. La première étape dans ce programme était le séminaire de sensibilisation organisé avec l'appui du CNUCED le 31 au 2 juin à Niamey. La réalisation d'une étude diagnostique (EDIC) avec son Plan d'Action est la prochaine étape. La responsabilité pour l'achèvement de ses études dans tous les pays participants a été consacrée à la Banque mondiale et c'est dans ce contexte que la Banque a lancé cette mission au Niger.
4. Cet aide-mémoire résume les principales observations et conclusions de la mission telles que discutées avec le comité directeur établi par le MCIDSP pour la réalisation de l'EDIC et le suivi du programme du cadre intégré.
5. La mission félicite le Gouvernement pour la création des structures pour la mise en œuvre du cadre intégré : un comité de pilotage mixte, un comité directeur élargi, et un cadre d'orientation. Ainsi toutes les parties prenantes auront la possibilité de participer pleinement aux travaux et les décideurs devraient être entièrement engagés dans le processus et l'appropriation des conclusions et recommandations. Ceci est important pour la coordination inter-ministérielle qui est si nécessaire pour le succès de ce programme.
6. La mission note que le comité directeur partage la pertinence des sujets liés à la promotion des exportations du Niger et l'approche proposée. La mission souligne son

engagement de tenir en compte tout ce qui existe déjà en termes d'études, de stratégies, de plans d'actions, etc. Ceux-ci comprennent, mais ne sont pas limités à, la Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, la Stratégie pour le Développement Rural, et le Document cadre pour la relance du secteur de l'élevage. Et elle reconnaît que l'étude devrait aboutir à des recommandations concrètes et un plan pour leur opérationnalisation.

7. Il est de coutume que dans le programme du Cadre Intégré un chef de file parmi les partenaires techniques et financières (PTF) doit être identifié, de préférence avant le démarrage de la mission principale. Le Gouvernement s'est chargé de s'en occuper aussitôt que possible.

8. La mission propose que le thème principal de l'étude soit la relance des exportations et que le focus soit sur les filières agro-pastorales afin de maximiser l'impact sur les pauvres. L'étude comprendra une combinaison d'analyses sectorielles et de thèmes transversaux, tel que décrits ci-après. Cependant, ce canevas de thèmes et sous-thèmes est provisoire et sera sans doute ajusté quand les termes de références seront soumis aux autorités pour leur évaluation.

Secteurs clés

9. Élevage : Une attention particulière sera accordée à la filière bétails – viande – cuirs et peaux vu l'avantage comparatif du Niger dans ce secteur, la demande importante dans la sous-région, le nombre de ménages pauvres déjà impliqués dans ce secteur, et les liens avec d'autres secteurs. Afin de maîtriser l'exportation d'une viande de qualité, les options pour transformer le système traditionnel seront considérées, y compris le rôle des ranchs modernes.

10. Produits agricoles et forestiers : Les filières sylvo-agricoles qui ont déjà connu un certain succès d'exportation seront évaluées : l'oignon, le niébé, le souchet, le sésame, et la gomme arabique surtout. L'étude examinera la question : est-ce qu'il faut prendre une approche filière ou est-ce que le problème est plutôt comment encourager des nouveaux investisseurs modernes qui sont capables eux-mêmes de choisir les produits porteurs et s'occuper de la chaîne de valeur? Et, comment les ressources de l'état devraient-elles être canalisées pour le maximum impact? Le défi de la qualité et du respect des normes et standards est un autre thème qui sera prioritaire. Les produits de la pêche seront examinés rapidement mais il est supposé que leur potentiel d'exportation est très limité.

11. Mines : Pour que cette étude donne une perspective globale du défi de l'intégration commerciale, plusieurs autres thèmes seront aussi abordés. Le secteur minier domine les exportations à l'heure actuelle et est appelé à s'accroître et se diversifier dans l'avenir proche. Les pauvres sont touchés directement dans la production artisanale de l'or et de gypse et indirectement par les recettes fiscales perçues. La mission propose d'évaluer comment la contribution du secteur à la réduction de la pauvreté pourrait s'améliorer.

12. Tourisme et artisanat : Le tourisme génère déjà des devises et offre le potentiel pour une certaine croissance. L'étude prendra en considération la stratégie en préparation par

l'OMT, discutera l'importance relative du secteur, et proposera quelques priorités. Elle identifiera quelques mesures pour augmenter les ventes des produits artisanaux aux touristes et par les exportations.

Thèmes transversaux

13. Facilitation du commerce : Vu l'enclavement du Niger, il est clair que le transport grève lourdement la compétitivité des exportations. Les coûts de transport dépendent à la fois de la qualité des infrastructures et de l'équipement, mais aussi des réglementations, des procédures, et du niveau de compétition. Nous proposons de concentrer sur les services de transport, y compris les obstacles qui empêchent les opérateurs économiques à investir dans le parc de véhicules, plutôt que l'infrastructure. En tant que l'interface entre le monde extérieur et le Niger, les douanes jouent forcément un rôle critique dans la facilitation ou le découragement du commerce international. Il est proposé que l'étude focalise sur les réglementations et procédures qui diminuent la compétitivité des exportations, tenant compte des résultats pour le Niger dans l'étude, Faire les Affaires. Le rôle que les douanes peuvent jouer pour réduire les importations frauduleuses sera un autre thème à traité.

14. Climat d'investissement : L'étude passera en revue les principales contraintes à l'investissement qui ressortent des analyses sectorielles ainsi que l'enquête faite par la Banque mondiale. Elle établira les priorités dans le court et moyen termes parmi toutes les contraintes possibles – financement, accès à la terre, droit du travail, ect. Une attention particulière sera accordée à la fiscalité et les tracasseries administratives.

15. Politiques et institutions du commerce international : Il sera utile de faire le résumé des politiques commerciales qui s'appliquent au Niger, et d'examiner les différentes négociations auxquelles le Niger est confronté, notamment l'APE avec l'Union Européenne. Ensuite, il est évident que le Nigéria joue un rôle spécial et que la gestion de cette relation n'est pas facile. Il faudra analyser l'impact actuel des politiques et des actions du Nigéria, et discuter les moyens disponibles pour améliorer les relations avec ce pays. Finalement, on examinera les différentes institutions et structures en place qui appuient la mise en œuvre de la politique commerciale et la coordination inter-ministérielle. En ce qui concerne la promotion des exportations, les rôles respectifs du MCIDSP et de l'ANIPEX seront évalués et des propositions faites pour renforcer leur efficacité.

Processus et Calendrier

16. La mission s'est engagée de soumettre une ébauche des termes de référence (TDR) pour l'étude au comité directeur avant la fin du mois d'octobre pour tous commentaires et réactions jugés appropriés. Ces TDR seront soumis parallèlement aux agences multilatérales du programme du cadre intégré, et il est recommandé qu'elles soient partagées avec les PTF au Niger intéressés par le sujet. Une fois que les autorités nigériennes et la Banque mondiale se mettront d'accord sur les TDR, des consultants nationaux et internationaux seront choisis de façon consultative.

17. Les dates de la mission principale pour la réalisation de l'étude dépendront de ces travaux et consultations préparatoires. Cependant, nous espérons démarrer cette mission avant la fin du mois de novembre, afin de permettre l'intégration des résultats au moins préliminaire dans la revue de la Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté déjà en cours.

18. Aussitôt que chaque chapitre soit prêt, il sera envoyé au Gouvernement pour distribution au comité directeur pour leurs commentaires. Après correction, nous proposons la tenue d'un atelier technique au Niger afin de discuter les conclusions et recommandations de chaque chapitre avec les techniciens concernés. En suite, un rapport synthétisé sera préparé avec un plan d'actions. Une fois que le Gouvernement est satisfait de la qualité de ce rapport, un séminaire de validation doit être organisé pour écouter les points de vue de toutes les parties prenantes et pour assurer que les objectifs et les conclusions du rapport sont bien disséminés.

19. Le programme du cadre intégré exige que l'étude et son plan d'action soit approuvé par le Gouvernement, de préférence par le Conseil des Ministres. Après cette étape, il pourrait soumettre des demandes de financement de projets d'assistance technique par le Guichet 2. A ce moment, le plan d'actions est normalement présenté aux PTF afin de solliciter leur soutien financier.

Niamey, le 15 septembre 2006.

Philip English
Coordonnateur, politiques commerciales pour l'Afrique de l'Ouest
Banque mondiale